

DGC

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET DE LA REFORME DE L'ETAT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION DES CARRIERES  
ET DES EVALUATIONS

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Visa CF 140816

13-10-09

ARRETE n°2009- 2181 MFPRE/SG/DGFP/ DGC  
modifiant l'arrêté n° 2009-0535/MFPRE/SG/DGFP/  
DGCE du 27 mars 2009 portant liste des actes de  
gestion des agents de la fonction publique dévolus  
aux Présidents d'institutions et aux Ministres.

## Le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

- Vu la Constitution ;
- Vu le Décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le Décret n° 2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu la Loi 013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique et son modificatif n°019-2005/AN du 18 mai 2005 ;
- Vu le décret n° 2005-045/PRES/PM/MATD du 03 février 2005 portant attribution du Gouverneur de région, du Haut Commissaire de province, du Préfet de département ;
- Vu le décret n° 2008-788/PRES/PM/MFPRE/MEF/MATD du 12 décembre 2008 portant modalités de délégation de compétence dans les administrations publiques du Burkina Faso ;
- Vu l'arrêté n° 2009-0535/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 27 mars 2009 portant liste des actes de gestion des agents de la fonction publique dévolus aux Présidents d'institutions et aux Ministres.

## ARRETE

**Article 1 :** L'article 1 de l'arrêté n° 2009-0535/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du mars 2009 portant liste des actes de gestion des agents de la fonction publique dévolus aux Présidents d'institutions et aux Ministres est modifié ainsi qu'il suit :

### AU LIEU DE

**Article 1 :** En application des dispositions de l'article 50 de la loi n° 013/98/AN du 28 avril 1998, les actes de gestion des agents de la fonction publique ci-dessous énumérés sont dévolus aux Présidents d'institution et aux Ministres.

Ce sont :

1. l'arrêté de mise à la disposition d'un département ministériel ou d'une institution ;
2. l'arrêté d'avancement d'échelon ;
3. l'arrêté de disponibilité de droit ;
4. l'arrêté de renouvellement de disponibilité de droit ;
5. l'arrêté de fin de disponibilité de droit ;
6. l'arrêté de suspension de fonctions ;
7. l'arrêté de levée de suspension de fonction ;
8. l'arrêté de détachement ;
9. l'arrêté de renouvellement de détachement ;
10. l'arrêté de fin de détachement ;
11. l'arrêté de mise en position de stage de perfectionnement ;
12. l'arrêté de remise en activité après le stage de perfectionnement ;
13. l'arrêté de mise en position de stage de spécialisation ;
14. l'arrêté de remise en activité après le stage de spécialisation ;
15. l'arrêté de nomination et octroi de bonification des conseillers pédagogiques de l'enseignement secondaire général et technique et des assistants ;
16. l'arrêté de congé de maladie de courte durée supérieure à sept (7) jours et inférieure à trois (03) mois ;
17. l'arrêté de bonification d'échelon pour décoration ;
18. la décision de prime d'ancienneté ;
19. la décision de congé de maternité et de paternité ;
20. la décision d'affectation ;
21. la décision d'exclusion temporaire de fonctions de seize (16) jours au minimum et de trente (30) jours au maximum ;
22. la décision de congé administratif.

### LIRE :

**Article 1 :** En application des dispositions de l'article 50 de la loi n° 013/98/AN du 28 avril 1998, les actes de gestion des agents de la fonction publique ci-dessous énumérés sont dévolus aux Présidents d'institution et aux Ministres.

Ce sont :

1. l'arrêté de mise à la disposition d'un département ministériel ou d'une institution ;
2. l'arrêté d'avancement d'échelon ;
3. l'arrêté de mise en disponibilité ;
4. l'arrêté de renouvellement de disponibilité ;
5. l'arrêté de fin de disponibilité ;
6. l'arrêté de fin de disponibilité et de remise en activité ;
7. l'arrêté de suspension de fonctions ;
8. l'arrêté de levée de suspension de fonction ;
9. l'arrêté de détachement ;
10. l'arrêté de renouvellement de détachement ;
11. l'arrêté de fin de détachement ;
12. l'arrêté de fin de détachement et de remise en activité ;
13. l'arrêté de mise en position de stage de perfectionnement ;
14. l'arrêté de fin de stage et remise en activité ;
15. l'arrêté de mise en position de stage de spécialisation ;
16. l'arrêté de nomination et d'octroi de bonification des conseillers pédagogiques de l'enseignement secondaire général et technique et des assistants ;
17. l'arrêté de congé de maladie de courte durée supérieure à sept (7) jours et inférieure à trois (03) mois ;
18. l'arrêté de bonification d'échelon pour décoration ;
19. la décision de prime d'ancienneté ;
20. la décision de congé de maternité ;
21. la décision d'affectation ;
22. la décision d'exclusion temporaire des fonctions de seize (16) jours au minimum et de trente (30) jours au maximum ;
23. la décision de congé administratif ;
24. la décision de suspension de contrat ;
25. le renouvellement de la décision de suspension de contrat ;
26. la décision de fin de suspension de contrat ;
27. la décision de fin de suspension de contrat et de remise en activité.

### LE RESTE SANS CHANGEMENT

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2009-0991/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 7 mai 2009 modifiant l'arrêté n° 2009-0535/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 27 mars 2009 portant liste des actes de gestion des agents de la fonction publique dévolus aux Présidents d'institutions et aux Ministres.

Article 3 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ampliatiions :

- 1 - PM
- 1 - MFPRE
- 1 - Tous Ministères
- 1 - toutes Institutions
- 1 - DGCF
- 1 - Solde
- 1 - Trésor
- 1 - CARFO
- 1 - J.O

OUAGADOUGOU, le 30/10/2009



  
Soungalo OUATTARA  
Officier de l'ordre national